Faire de l'Europe, un espace pertinent pour contrecarrer la mondialisation capitaliste

par Manuela Gomez

« Les Européens acceptent de plus en plus mal d'être mis devant le fait accompli (...) c'est l'ensemble du processus, de la définition des problèmes à la mise en œuvre et à l'évaluation des solutions, qui doit devenir démocratique (...) Il s'agit (...) de permettre une participation plus large des acteurs et des porteurs d'enjeux. Tel est le défi politique lancé à l'Europe aujourd'hui ».

A ce constat, relevé dans un rapport commandé par la commission européenne à une cellule de prospective, le non irlandais au traité de Nice résonne comme en écho.

Certains redoutent même ce qui peut devenir une crise d'identité, de projet de construction européenne.

L'objectif des promoteurs de l'Europe dès l'origine est assez clair : en faire une puissance, élément clé du rapport des forces dans le monde, constituée par la création d'un grand marché ouvert pour les multinationales, une construction inscrite dans un dispositif mondial de grandes puissances et dont le caractère ultra-libéral s'est confirmé au fil des décennies.

Mais des luttes opiniâtres, singulièrement celle du référendum sur la ratification du traité de Maastricht ont favorisé les prises de conscience actuelles.

Mais il faut regarder mieux, comprendre mieux ce qu'il en est aujourd'hui.

Le fossé n'a cessé de se creuser entre les aspirations à la paix, les besoins de coopérations, de mises en commun, de partages pour le progrès social et une construction de plus en plus dominée par les politiques libérales avec les déréglementations, le pacte de stabilité budgétaire et la politique monétaire conduite par une BCE hors de tout contrôle démocratique, avec un éloignement constant entre les décisions et les citoyens.



S'ouvrir à l'intervention des peuples devient la condition même de la réalisation du projet d'Europe.

De nombreux signes alertent sur les inquiétudes, voire les rejets, que suscite la construction actuelle. L'attitude des Irlandais révèle après l'abstention grandissante à chaque consultation européenne, la crise qui secoue en profondeur la construction européenne.

Alors que les Irlandais avaient approuvé à plus de 70%, en 1972, l'adhésion de leur pays à l'Union européenne, les irlandais(es) viennent de s'abstenir massivement (à près de 70%) lors du référendum de ratification du traité de Nice et c'est le non qui l'emporte.

Parmi les motivations de ce vote , on peut relever :

– les sévères réprimandes adressées à l'Irlande par la Commission européenne sur sa politique économique et sociale pour non conformité avec les critères du pacte de stabilité: ainsi, le soutien à l'emploi et au pouvoir d'achat pour conforter la croissance aurait conduit à un taux d'inflation au dessus de la norme fixée par la BCE ;

– les menaces de réductions drastiques des aides européennes (fonds structurels) qui la touchent comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce avec un élargissement de l'Union, sans moyens supplémentaires dégagés.

S'ouvrir à l'intervention des peuples devient la condition même de la réalisation du projet d'Europe avec la réorientation de sa construction.

Cela vaut aussi pour les pays candidats à l'élargissement de l'Union européenne qui doivent être dès maintenant directement associés à la construction commune.

L'Europe doit devenir cet espace pertinent pour contrecarrer efficace-

ment les logiques inégalitaires et dominatrices, tendances lourdes de l'actuelle mondialisation.

Encore faut-il que s'y affirme une volonté politique et se construisent des instruments adaptés à cette audacieuse ambition transformatrice.

Dans le mouvement de résistance à la mondialisation capitaliste naît l'espoir en Europe de constituer un pôle de stabilité, une union de progrès à même, par sa dimension, sa culture, son histoire, ses atouts politiques, sociaux et économiques, de se protéger et de contrecarrer les tendances lourdes ultra-libérales, de favoriser l'émergence d'un monde multipolaire plus équitable et plus équilibré. Certains voient même dans l'idée « d'Europe puissance », utilisée par certains dirigeants européens dans une optique de guerre économique, l'ambition d'un poids croissant que pourraient jouer dans l'ordre mondial des peuples européens enfin unis.

De la même façon, l'aspiration à un « modèle social européen » traduit dans une grande partie de l'opinion la volonté d'une construction politique capable, à l'opposé des orientations libérales à l'œuvre aujourd'hui, de peser contre la loi des marchés pour faire prévaloir des objectifs économiques et sociaux progressistes.

Au-delà même, c'est de la vie quotidienne que surgissent en permanence les besoins de projets communs autour desquels les Européens peuvent aspirer à s'unir : orientation de l'argent vers l'emploi et la formation, sécurité alimentaire, sécurité maritime, diversification des ressources énergétiques, lutte contre l'effet de serre, développement durable, action contre le brevetage du vivant, promotion de véritables services d'intérêt général à l'échelle de l'Europe, libre circulation des personnes et traitement humain des problèmes de migration, garantie de la diversité culturelle, etc.

Pour construire une union politique forte capable de jouer un rôle nouveau dans le monde actuel, qui cherche un autre interlocuteur que les Etats-Unis, l'Europe doit se dégager du modèle néo-libéral, aller dans le sens d'un développement solidaire et durable, affirmer l'exigence de la responsabilité politique face aux marchés financiers.

La multiplication des mises en commun, des projets, des partages de ressources, de savoirs, de pouvoirs, dans des coopérations diverses et diversifiées peuvent faire surgir son « modèle » social et culturel original.

Avec la démocratisation de toutes ses institutions, en particulier avec la mise en place de droits nouveaux pour les peuples et leurs représentants, et l'ouverture d'un véritable espace social européen.

Avec la convergence d'initiatives politiques des progressistes en Europe qui, en ouvrant la perspective de sa transformation, permettent aux citoyennes et citoyens d'investir l'espace politique européen.

Pour cela, sans doute est-il utile de travailler avec les forces démocratiques et sociales à un projet de construction politique européenne, prolongement de la souveraineté populaire et de la citoyenneté sur le continent, véritable renforcement et élargissement des droits et des pouvoirs des femmes et des hommes dans leur propre pays et de favoriser dès aujourd'hui l'émergence d'une organisation politique des forces de la transformation en Europe.

Les communistes entendent prendre toute leur place dans le débat européen.

Ils seront présents dans le débat national sur l'Europe, initié par le gouvernement, dans le cadre de la préparation de la CIG de 2004, et qui va se dérouler sous la responsabilité des préfets de région d'ici le 15 novembre 2001 : en participant aux rencontres organisées, en initiant eux-mêmes des rencontres citoyennes sur les thèmes de l'euro, le service public, l'avenir de l'Union européenne. Ils seront présents et actifs dans les prochains rendez-vous européens (Liège le 21 septembre), Sommet de Lacken en décembre. ■



Dans le mouvement de résistance à la mondialisation capitaliste naît l'espoir... d'un monde multipolaire plus équitable...

La contribution de Manuela Gomez a introduit la journée de travail du 23 juin sur l'Europe : « Construisons l'Europe autrement ».
Trois ateliers se sont tenus autour des thèmes suivants :

- Quels droits sociaux, quels choix financiers pour une autre Europe sociale ?
- Quelle intervention citoyenne pour quelles institutions régionales nationales, européennes ?
- Europe et monde.

Le compte rendu de cette journée est disponible. S'adresser à Marianne Parmigiani au 01 40 40 12 93.
ou José Cordon au 01 40 40 12 86
e-mail : jcordon@pct.fr.